

Intervention Force-Ouvrière 44



MARDI 19 mars 2019

Camarades,

Depuis bientôt quatre mois maintenant, une colère profonde s'exprime dans tout le pays. La réalité, c'est que les mesures prises par ceux « d'en haut » ne sont plus tolérables.

D'un côté, ils octroient 40 milliards au patronat en 2019 et multiplient les cadeaux au point que les dividendes versés aux actionnaires ont augmenté de plus de 23 % en 2018. De l'autre, les salaires sont gelés, les prix à la consommation ne cessent d'augmenter et les conquêtes sociales, déjà mises à mal, sont menacées de destruction.

Pas une semaine ne passe en effet sans que le Gouvernement n'annonce des mesures nouvelles contre les hôpitaux, la fonction publique et l'école républicaine. La loi PACTE votée hier ouvre la voie à la privatisation d'aéroports de Paris et de la Française des Jeux.

Et il y a les mesures prises contre les garanties collectives des salariés du secteur privé et le statut des fonctionnaires, contre les chômeurs et la jeunesse avec en particulier Parcousup.

La liste est longue. Agnès Buzyn a donné hier le contenu de la « contre-réforme » des retraites à venir : non seulement fusionner par le bas les 42 régimes de retraites en instaurant une retraite par points, mais également reculer l'âge de la retraite.

Ce n'est pas de la violence tout cela mes camarades ?

Au lieu de prendre en compte les légitimes revendications, le président de la République et le gouvernement mènent une campagne haineuse contre les gilets jaunes, antisémites hier et assimilés aujourd'hui aux « casseurs ».

Campagne haineuse, mais aussi répression systématique avec les résultats que l'on connaît : près de 8500 interpellations et 1800 condamnations / près de 2 200 blessés, du fait de l'utilisation du LBD et des grenades de désencerclement.

La loi « anticasseurs » qui vient d'être votée et qui est en fait, non pas une loi contre les « casseurs », mais une loi contre la liberté d'expression et la liberté de manifester vient couronner tout l'édifice mis en place par ce gouvernement contre la démocratie.

Mes camarades, cette situation ne peut plus durer. Et nous ne voulons pas qu'elle dure !

C'est bien ce qu'exprime le formidable élan de résistance initié par les gilets jaunes et qui s'exprime aujourd'hui dans la grève.

Face à l'entêtement du gouvernement et sa volonté de détruire chaque jour les conquêtes sociales, une aspiration profonde à l'action commune monte dans le pays. L'heure n'est certainement pas à « prendre le thé » avec les ministres, à bavarder et au bout du compte à apporter une caution à la mise en œuvre de toutes les mesures régressives. L'heure n'est pas non plus à se rassembler derrière le 1er ministre et les partis au nom d'un danger « de coup d'Etat » contre la République.

Le « coup d'Etat », c'est le Président de la République et le gouvernement qui l'organisent aujourd'hui, avec la volonté d'abaisser le coût du travail, de liquider le « paritarisme » -assurance chômage et régimes complémentaires de retraites notamment- de réduire les conquêtes sociales à la portion congrue et au bout du compte de protéger les privilèges d'une minorité de financiers.

L'heure est donc à la mobilisation et à l'action revendicative avec tous ceux qui n'acceptent plus la situation.

Frapper fort pour gagner, tel est l'objectif.

Les professeurs des écoles sont en grève aujourd'hui et nationalement à plus de 50 % contre la réforme de « l'école de la confiance ». Dans de nombreux départements la reconduction de la grève se discute pour son retrait. Ils montrent la voie qu'il faut emprunter pour gagner.

Camarades,

Suivons cet exemple et faisons de même dans tous les secteurs !